

Orléans, le 1<sup>er</sup> septembre 2022

*Communiqué de SUD éducation Loiret*

## **UNE RENTREE PAS CLASSE**

« Rentrée scolaire 2022 : la France confrontée à une pénurie de chauffeur[·e]s de bus » (francetvinfo.fr, 26/08/22), « À Caudebec-Lès-Elbeuf en Seine-Maritime, pour éviter d'augmenter les prix, la cantine va réduire ses plateaux repas » (rtl.fr, 26/08/22), « Pap Ndiaye annonce l'ouverture au printemps 2023 un concours exceptionnel de titularisation des enseignant[·e]s contractuel[·le]s selon des modalités qui seront bientôt précisées » (etudiant.lefigaro.fr, 26/08/22).

Ces trois titres de presse mettent en avant la crise du secteur éducatif, touchant le système dans son ensemble, depuis les heures d'enseignement non (ou mal) assurées jusqu'aux services de restauration, en passant par les transports scolaires.

Macron a annoncé un minimum de 2000 € net par mois pour les enseignant·es en début de carrière. Si cette mesure répond très partiellement à nos revendications, elle imposera de nouvelles tâches à nos collègues et ne prévoit rien pour nombre d'enseignant·es titulaires qui, n'ayant pas encore atteint 14 ans d'ancienneté, ne perçoivent pas ces 2000 € nets. Les AESH (dont un certain nombre n'ont pas vu leur contrat renouvelé - alors qu'il en manque cruellement pour s'occuper de tous les enfants qui en ont besoin, et que les 4000 recrutements annoncés par le gouvernement ne seront sans doute pas atteints vu le salaire ridicule et les conditions de travail déplorables), les AED n'ont pas été pris·es en compte dans les annonces gouvernementales. Pour répondre à la mise en péril du système éducatif, qui s'est accélérée sous le précédent ministère, l'on demande à l'ensemble des collègues, des élèves et de leur famille de faire des efforts. Imposition de 2 heures supplémentaires, voire forte incitation à en prendre davantage pour pallier le manque de candidat·es au concours ; restrictions alimentaires (pour certain·es élèves, le déjeuner pris à la cantine est le seul repas équilibré de la journée) ; auto-organisation des familles pour emmener leurs enfants à l'école avec le coût du carburant qui explose, les problèmes d'emplois du temps... 500 millions d'euros ont été annoncés pour un « fonds d'innovation pédagogique » destiné aux établissements qui mettront en place un projet pédagogique spécifique. De quelle nature, ces projets pédagogiques ? S'agit-il de favoriser le libéralisme forcené dont Macron est friand, comme par exemple « réarrimer très en profondeur et en amont le lycée professionnel avec le monde du travail » ou bien d'un « monde professionnel qui verra sa place renforcée dans les conseils d'administration » des lycées, en particulier ceux professionnels ?

Tous ces problèmes sont liés à des crises qu'il est temps de traiter en profondeur en analysant les causes sans œillères. La crise climatique et les conflits armés entraînent l'augmentation des matières premières, alimentaires et énergétiques. La crise sociale a pour conséquence des postes non pourvus dans de nombreux secteurs, à cause des conditions de travail et de salaires inacceptables. On assiste, dans de nombreux pays, à une régression des droits fondamentaux : recul sur l'IVG aux Etats-Unis, nouvelle tentative d'assassinat de Salman Rushdie, montée de l'extrême-droite en Europe.

SUD éducation Loiret appelle l'ensemble des collègues, enseignant·es, AED, AESH, personnels médico-sociaux, personnels administratifs, agent·es territoriaux·ales, à se réunir en assemblée générale, dès la rentrée, afin d'envisager des solutions à apporter collectivement à ces problèmes qui méritent d'être analysés sous un autre angle que celui du capitalisme. La date de mobilisation interprofessionnelle du 29 septembre, à l'appel de la CGT et de l'Union Syndicale Solidaires, pourra constituer une première étape pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il prenne en compte ces analyses et propositions alternatives.